

Madagascar : Survol hebdomadaire de la presse francophone n°33 (du 16 au 22 août)

La crise politique

Au lendemain de la signature au CCI d'Ivato de l'accord qui a entériné sa présidence de la Transition, Andry Rajoelina défie à nouveau la communauté internationale. Il s'est félicité du fait qu'il n'est plus nécessaire de se rendre à l'extérieur pour trouver un remède à la crise politique. Une nouvelle Transition dirigée par Andry Rajoelina est née, elle sera **dotée d'autres institutions** (entre autres deux Chambres parlementaires), pléthoriques et budgétivores pour certains. Y seront intégrés les représentants des partis et formations signataires de l'accord, ce qui promet encore des luttes acharnées pour la réparation de sièges. **Les 3 mouvances ont dit « Non à l'accord d'Ivato ».** Elles considèrent que celui-ci constitue « *une tromperie, car il détourne de leur finalité les notions essentielles d'inclusivité et de consensualité et méprise la notion centrale de neutralité. [...] Nous sommes persuadés qu'un nouvel accord politique ne peut être trouvé entre les parties prenantes qu'au moins dans les mêmes formes que celui signé à Maputo* », ont-elles souligné. Pour la mouvance Ravalomanana, « *l'accord politique d'Ivato n'est qu'une réorganisation de la mouvance Rajoelina* ». On note cependant **un assouplissement de sa position. La présidence exhorte, dans une lettre ouverte, Didier Ratsiraka et Albert Zafy à collaborer avec la transition en place.** Marc Ravalomanana n'a pas été rendu destinataire, la HAT voulant probablement isoler la mouvance de l'ancien président, fragilisée par de **graves dissensions au sein du Tim**, l'ex-parti présidentiel, dont une fraction a signé les accords d'Ivato. Roland Ratsiraka, vice-président de la HAT, a affirmé que la classe politique va désormais combattre les extrémistes en son sein, coupables selon lui de la destruction de la patrie.

L'Alliance de la société civile et la Coalition de la société civile qui ont récemment conclu un accord pour former la coordination nationale des organisations de la société civile (**CNOSC**) se trouvent placés en position délicate. La présidence est méfiante vis-à-vis de cette structure, dont le plan de sortie de crise n'est pas en phase avec celui qui a été adopté à Ivato par les membres de l'Espace de concertation politique. Ceux-ci poursuivent leur campagne de persuasion auprès des groupes restés à l'écart et des 3 mouvances.

La nomination d'un Premier ministre de la nouvelle Transition alimente le débat politique.

Le premier scrutin qui marquera le basculement vers la IV^{ème} République (le référendum constitutionnel) se tiendra le 17 novembre. La Conférence nationale du 30 août, dont l'organisation incombe à la société civile et aux « *Raiamandreny Mijoro* », aura à entériner le calendrier des scrutins et à arrêter le ou les projets de Constitution à soumettre aux électeurs. Mais la synthèse des « *Dinika santatra* » tenues dans les régions n'est toujours pas disponible. Or les propositions recueillies au cours de ces dialogues préliminaires devraient constituer un document de base du débat lors de la Conférence nationale.

A l'issue de son Sommet, la Sadc s'est prononcée pour le maintien des sanctions mais soutient un dialogue malgache-malgache, ce qui fait dire à certains que l'organisation est divisée. **Le médiateur de la Sadc, Joaquim Chissano, va continuer à suivre le processus** et à se poser en facilitateur. Malgré ce soutien déclaré au processus malgache-malgache, les chefs d'Etat de la Sadc ont constaté « *la nécessité de respecter les principes essentiels de neutralité, de consensus, de crédibilité et d'inclusivité dans le processus de dialogue* ». Marc Ravalomanana s'est déclaré satisfait des positions de la Sadc.

Droits humains, gouvernance

Insécurité préoccupante. Les attaques à main armée sont devenues monnaie courante, tant en zone urbaine que dans les campagnes. Les transporteurs exigent des mesures fermes pour assurer leur sécurité. L'insécurité ne relève plus de la rubrique « *faits divers* », c'est désormais **un phénomène de société**.

Insécurité alimentaire : 200.000 élèves à nourrir en 6 mois dans le Sud. 48,6% des enfants victimes de malnutrition sévère sont en âge scolaire et le taux d'achèvement de la scolarité est inférieur à 30% dans les zones à risque. Le ministère de l'Education et le PAM mettent en œuvre un projet de cantines scolaires. 1.007 écoles seront prises en charge durant 6 mois. La France a octroyé 600.000 euros, s'ajoutant aux 2,8 milliards Ar débloqués en mai pour soutenir 5 projets traitant de la problématique alimentaire dans le Sud du pays mai aussi dans la capitale qui subit une grave crise alimentaire. Les Nations Unies et la FAO jugent la situation catastrophique et lancent renouvellent leurs appels d'urgence

Des indicateurs de pauvreté très élevés et à la hausse. 69 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, un taux presque inchangé depuis 1993, malgré une croissance économique modeste mais constante. 44% vivent dans une extrême pauvreté. Celle-ci touche en premier lieu le monde rural (80% de la population) mais la vulnérabilité de la population urbaine risque de s'accroître suite à la hausse du taux de

chômage (plus de 200.000 emplois ont été perdus en 2009). Conséquence aussi de la réduction de la production agricole due au manque d'intrants, que le gouvernement ne peut plus fournir. Madagascar est le pays d'Afrique le plus exposé aux cyclones, d'où des effets dévastateurs sur la population et l'économie. Le mécanisme national d'urgence est désorganisé. Les soins médicaux sont inabornables pour la majorité de la population. Un hôpital pour enfant vient de décider de faire payer l'accès à l'oxygène...

Travail au Liban : une plainte collective sera déposée. Dans un souci d'efficacité, l'association des familles des victimes et le syndicat des professionnels diplômés en travail social (SPDTS) incitent les victimes à porter plainte collectivement. Le syndicat poursuit la collecte des plaintes et des demandes de rapatriement, en collaboration avec l'ACAT. Une synthèse sera envoyée aux autorités ainsi qu'au consul honoraire du Liban. Malgré la suspension officielle de l'envoi d'employés malgaches au Liban, « *certain arrivent encore à sortir du pays avec l'accord des responsables des ministères de la Fonction publique et de l'Intérieur* ». Aucune suite n'a été donnée au projet de rapatriement. « *Au contraire, nous avons entendu dire que les responsables étatiques sont en train de négocier de nouveaux contrats pour nos enfants alors qu'on demande leur retour au pays pour en finir avec ces maltraitances* », a souligné un animateur.

L'OMD5 sera difficilement atteint. L'amélioration de la santé maternelle reste problématique. « *En principe, Madagascar devrait actuellement avoir un taux de mortalité maternelle de 122/100.000 naissances vivantes. Pourtant le dernier EDS fait état d'un taux de 498/100.000* », a fait remarquer l'OMS. Ce qui veut dire que près de 8 femmes meurent chaque jour de pathologies liées à la grossesse ou à l'accouchement. « *Madagascar fait partie des pays qui peuvent atteindre les OMD 4 [taux de mortalité des enfants] et 6 [VIH/Sida, le paludisme et les autres maladies] mais les efforts réalisés doivent être soutenus* », ajoute l'Organisation.

Du bon usage de l'argent public encore et toujours. La corruption est au cœur des problèmes de bonne gouvernance, la pratique s'est généralisée au fil des années. Le projet de Centre d'Assistance Juridique et d'Action Citoyenne, mis en place par Transparency International, aura pour mission d'accompagner les personnes dans leurs démarches auprès du Bianca. Son directeur juge que « *la corruption s'est accentuée durant la Transition* ». Il a fait part de son constat au président de la HAT. Des dossiers impliquant de hautes personnalités et des opérateurs sont en cours de traitement. « *Nous avons toujours pu boucler nos dossiers, malgré quelques interventions de hauts placés du régime* », a-t-il affirmé, rappelant les termes de la loi instaurant le Bianca et le cadre juridique de son indépendance. L'organisme anti-corruption s'est lancé dans une opération de sensibilisation des personnels du FID et de 50 de ses partenaires. Deux hautes personnalités de la Transition sont sous la surveillance du Samifin. Le service recommande aux gouvernants d'éradiquer le marché illicite de devises, qui constitue un environnement favorable au développement du blanchiment d'argent, et de renforcer les contrôles au niveau des postes frontières.

Le SeFaFi publie un dossier très documenté et accablant. La gestion des deniers publics est une nébuleuse encombrée de détournements, de passe-droits, de fraudes fiscales, de dessous de table, de petite et grande corruption, d'irrégularités dans la passation et l'attribution des marchés publics, et de malversations de toutes sortes. Il dresse un inventaire accablant des dossiers des régimes successifs. La crise politique a provoqué l'érosion du fonctionnement des services publics.

Actualité économique et sociale

Brusque recolonisation de l'emploi par le secteur informel à Antananarivo. Il a progressé de 7% en 4 ans. Il s'établit en 2010 à 65% des emplois, un niveau jamais égalé. Les zones franches ont perdu 16.000 emplois depuis 2006.

Pillage du bois de rose. 31 milliards Ar versés par des chinois, révèle le Samifin. 3 grandes sociétés chinoises seraient impliquées. Depuis 2009, le Samifin a répertorié 27 déclarations d'opération suspectes. Vohémar est de nouveau interdit comme port d'escale international. Les exportations de vanille vont en subir la conséquence et la mesure risque de favoriser les trafics. Les bois de rose seront être transférés sur Toamasina, où le contrôle des containers est extrêmement difficile compte tenu des volumes traités.

Exploitations minières : un important gisement de malachite exploité illégalement par des chinois a été fermé. Une procédure est engagée par l'Etat pour « *pillage des ressources nationales* ». Une rencontre discrète a eu lieu avec des investisseurs miniers indiens. Un contrat d'exploitation serait en gestation.

Des essaims de criquets menacent l'agriculture. 460.000 familles rurales pourraient être affectées, selon la FAO. 15 millions de dollars sont requis d'urgence pour la mise en place d'une vaste campagne terrestre et aérienne, au risque de voir se développer une dramatique résurgence acridienne.